

Bruxelles le 16 mars 2023



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
DU COMITÉ DES FEMMES SANS-PAPIERS
Crise de l'accueil : un accord en matière d'asile
muet, stérile et méprisant

En ce début d'année 2023, Nicole de Moor, la secrétaire d'Etat à l'asile et migration a perdu la boussole de l'accueil des demandeurs d'asile et elle est à bout de souffle. En voulant venir à son secours, le gouvernement se prononce avec un accord qui n'apporte rien de nouveau mais chamboule davantage toutes les avancées du vivre ensemble.

En effet, le 8 mars 2023, journée internationale des droits des femmes, alors que nous appelions ce gouvernement à faire un saut vers le bon sens pour instruire la secrétaire d'Etat à l'asile et migration et l'Office des étrangers à respecter les droits des femmes migrantes en Belgique, quelle que soit leur situation administrative, celui-ci, s'est servi de cette journée pour faire abstraction à ses nombreuses violations des droits fondamentaux sur l'accès à une protection internationale au titre de l'asile. Il s'exulte sur le non-accueil comme politique assumée en annonçant un accord sur la migration et l'asile muet, stérile et méprisant qui calque 90% les idées du sieur Théo Franken. Il a fait le choix de cracher sur toutes les femmes qui s'étaient mobilisées pour célébrer la journée internationale des droits des femmes. C'est vraiment HONTEUX.

Au lieu de penser des solutions pour mieux accueillir les demandeurs d'asile et les aider à s'intégrer, le gouvernement prône l'installation des containers comme solution d'hébergement des demandeurs d'asile. Au lieu de penser comment juguler la création des personnes sans-papiers, il réécrit le projet de loi sur les visites domiciliaires et clame avec malice comment les traquer et déporter les migrants.

Cet accord fait l'impasse totale sur l'accès aux droits des femmes et donne froid au dos à tous les gens de cœur, épris d'humanité. Il bafoue les grands engagements de la Belgique. Il va réduire à néant tous les efforts de cohésion des citoyens belges avec les étrangers. Il ré-ouvre la porte à la confiscation des libertés fondamentales des migrants, à la stigmatisation demandeurs d'asile et des réfugiés, à la marginalisation des personnes sans-papiers, à la traque, à l'usage excessif de la force, aux violences faites à l'égard des femmes, aux arrestations, et détentions arbitraires et aux expulsions forcées. Il prolonge cette catastrophe humanitaire qui se déroule au vu et au su de tous.

Le comité des femmes sans-papiers demande aux députés fédéraux de ne pas être complices de cette forme de déni de notre existence en Belgique et de notre vulnérabilité. Le rejet de l'autre et la déportation des migrants ne sont pas des valeurs qu'on peut transmettre aux générations futures. Ne pas enfermer les enfants, c'est bien. Mais les laisser sans-droit c'est inacceptable. Nous demandons le plus strict respect des droits des femmes prévus par les conventions internationales et alertons sur les interprétations volontairement restrictives, voire erronées, qui en sont faites par le gouvernement. Le respect des droits des femmes, passe aussi par la régularisation de toutes les femmes sans-papiers.

Comité des femmes sans-papiers

Contacts : **Leticia** : 04700634/**Henriette** : 0465557117/ **Espérance** :0466190324/**Bintou** : 0466281442



Comité des femmes sans-papiers

Contacts : Leticia : 04700634/Henriette : 0465557117/ Espérance :0466190324/Bintou : 0466281442



Comité des femmes sans-papiers

Contacts : **Leticia** : 04700634/**Henriette** : 0465557117/ **Espérance** :0466190324/**Bintou** : 0466281442